

COMMUNIQUÉ DE PRESSE 23 Janvier 2008

Directive sur les énergies renouvelables: La cible agrocarburants est «irresponsable et non-durable»

Le projet de Directive pour les énergies renouvelables de la Commission européenne, publié aujourd'hui, ignore les nombreuses mises en garde récentes à propos des dommages environnementaux et sociaux provoqués par l'objectif d'utiliser 10 % d'agrocarburants dans le secteur des transports d'ici 2020.

Les Etats membres de l'UE ont exigé que cet objectif de 10% soit réalisé de façon "durable", mais le Centre commun de recherche de l'UE et le Parlement britannique 'Environmental Audit Committee' (EAC) ont exprimé de sérieux doutes sur la possibilité d'y arriver. Le EAC a également plaidé en faveur d'un moratoire sur l'objectif agrocarburant.

Une coalition de groupes de la société civile n'a cessé de demander que la cible soit abandonnée ; elle a demandé à l'Union Européenne d'appliquer un moratoire sur les objectifs et autres incitations à l'expansion des agrocarburants.

"Le manque de réponse de la Commission européenne dans le ses des nombreux avertissements est scandaleusement irresponsable», explique Nina Holland du *Corporate Europe Observatory*, un groupe de surveillance basé aux Pays-Bas.

"C'est maintenant au tour des gouvernements de l'UE et au Parlement européen à veiller à ce que l'objectif européen des 10 % d'agrocarburants soit abandonné et qu'un moratoire soit appliqué pour l'ensemble des cibles et des incitations pour agrocarburants et pour l'agro-énergie», explique Hélène Paul de *Econexus*, un organisme de recherche d'intérêt public basé au Royaume-Uni.

"Les critères de durabilité proposés par la Commission européenne excluent les facteurs vitaux tels que l'extraction à grande échelle de l'eau, l'érosion des sols, les conflits fonciers, les droits de l'homme et les conditions de travail. De plus, ils ne peuvent pas faire face aux impacts macro-économiques tels que le déplacement de population et l'augmentation du prix des aliments », explique Stella Semino du Groupe de Réflexion Rural (Argentine).

Il existe encore plusieurs autres grandes failles dans ce projet de directive. Par exemple, tous les agrocarburants produits dans les installations déjà opérationnelles en janvier 2008 seront exemptés de ces critères, aussi faibles soient-ils, que la Commission pose jusqu'en 2013. De plus, le champ d'application de la directive est limité uniquement aux « biocarburants » et aux « bio liquides », mais il ne concerne pas la biomasse solide comme le bois ou le palmiste.

Une communication de presse plus détaillée et mettant en évidence les grandes lacunes de ce projet de directive, accordant aussi une attention particulière sur les récentes critiques concernant l'objectif agrocarburant de l'UE, peut être

consultée sur: www.tni.org/detail_page.phtml?act_id=17839

De nombreux appels pour un moratoire sur l'expansion et le commerce international des agrocarburants ont été réalisés au niveau international. Ils peuvent être consultés sur: www.biofuelwatch.org

Europe Faith and Justice Network

Biofuelwatch

Corporate Europe Observatory

Grupo de Reflexion Rural

Econexus

Ecoropa

GM Freeze (UK)

Latin American Network against Monoculture Tree Plantations

Munlochy Vigil

Rettet den Regenwald (Germany)

Salva la Selva (Ecuador)

Transnational Institute

World Rainforest Movement

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:

Hélène Paul, Econexus (UK) +44- (0) 20 7431 4357

Nina Holland, Corporate Europe Observatory (NL): +31- (0) 20612 7023 /
+31-6-30285042

Oscar Reyes, Transnational Institute (NL): +31- (0) 2066266 08